

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA PIRATERIE—LE VERSEMENT DE RANÇONS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Afin de décourager les éventuels pirates de l'air, le gouvernement envisage-t-il, entre autres choses, d'adopter comme mesure de dissuasion, si l'on peut dire, une disposition selon laquelle aucune compagnie aérienne ne sera autorisée à verser une rançon? Des discussions semblables ont lieu actuellement aux États-Unis. Cela semble être un moyen très efficace pour lutter contre les événements pirates de l'air.

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa question. Nous n'avons pas l'intention d'introduire dans l'immédiat une mesure de ce genre. Bien entendu, la Chambre est déjà saisie d'un projet de loi sur l'ensemble de la question.

M. l'Orateur: Le député de Yorkton-Melville a la parole.

M. McCleave: Une question supplémentaire.

M. l'Orateur: Je donnerai la parole au député de Halifax-East Hants dans un moment. Le député de Yorkton-Melville désire poser sa question depuis assez longtemps.

[Plus tard]

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Ma question au ministre de la Justice fait suite à celle du très honorable représentant de Prince-Albert. Le gouvernement songe-t-il à présenter en comité un amendement au dernier bill omnibus sur les modifications à apporter au code criminel, notamment en ce qui a trait à la piraterie aérienne, de façon à apporter le résultat souhaité par le député de Prince-Albert?

L'hon. M. Lang: Monsieur l'Orateur, en mentionnant la mesure législative, je voulais signaler tout particulièrement à la Chambre que nous pourrions examiner à fond la question à ce moment-là, soit à la Chambre, soit en comité. Nos vis-à-vis estiment selon toute apparence qu'il importe de prendre des mesures énergiques contre les pirates de l'air qui exigent des rançons et je m'en réjouis.

* * *

L'AGRICULTURE

LES MACHINES AGRICOLES—LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION BARBER

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Voilà déjà plusieurs mois que le rapport de la Commission Barber sur les machines agricoles a été publié. Le ministre peut-il nous dire quelles mesures il compte prendre pour donner suite à ses recommandations?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il faudrait plus qu'une réponse à une question pour donner un compte rendu détaillé de la chose. Plusieurs mesures prises dans le sens des recommandations de M. Barber ont donné d'heureux résultats.

M. Nystrom: Comme les prix des machines agricoles ont subi une hausse considérable depuis la parution du rapport, le ministre songe-t-il à instituer une nouvelle enquête sur des hausses aussi rapides?

L'hon. M. Olson: Pas pour l'instant, Monsieur l'Orateur.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME «PERSPECTIVES-JEUNESSE»—
PROROGATION DE LA DATE LIMITE POUR LE DÉPÔT DES
CANDIDATURES

[Français]

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Le gouvernement se propose-t-il de prolonger la période des demandes en vertu du programme «Perspectives-Jeunesse»?

[Traduction]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Malheureusement non, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo.

[Français]

M. Gibson: Pourquoi non?

* * *

LA CONSOMMATION

LES ENGRAIS—LE DUMPING PRATIQUÉ PAR LES
FABRICANTS CANADIENS

[Traduction]

M. Cliff Downey (Battle River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. De nouveau les fabricants d'engrais au Canada expédient leurs produits aux États-Unis à des prix en permettant la livraison par camion des Dakota et du Montana dans la région des Prairies pour environ \$20 la tonne de moins que ne pourraient les acheter les cultivateurs de l'Ouest à la fabrique même. Le ministre est-il au courant de la situation et, si oui, peut-il nous donner l'assurance que, à l'avenir, tout distributeur canadien consentant à acheter les engrais hors saison obtiendra le même prix que les acheteurs des autres pays?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Consommation et des Corporations): Je vois la nature des instances du député. J'examinerai la question et verrai quelles mesures peuvent être prises.